

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an **DEUX MIL VINGT CINQ**, le **mercredi 3 décembre à vingt heures**, le Conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en session ordinaire, sous la présidence de Madame **BRICAUD Nathalia**, Maire.

**Étaient présents** : Mme **BRICAUD** Nathalia, Mme **CHEMIN** Delphine, M. **KARM** Jean-Marie, Mme **AMARAL** Sandra, Mme **BICENKO** Katherine, Mme **LAMARQUE** Nadine, M. **TREFFON** Laurent.

**Étaient absents excusés** :

Mme **KONIECZKA-CHANDI** Katia a donné pouvoir à M. **KARM** Jean-Marie,  
M. **ROBIN** Gilles a donné pouvoir à Mme **CHEMIN** Delphine,  
M. **ROPERS** Patrick a donné pouvoir à Mme **BRICAUD** Nathalia.

**Était absente non excusée** : Mme **CORREIA** Sandrine et M. **POLICE** Yves.

**Secrétaire de Séance** : Mme **CHEMIN** Delphine.

Date de convocation	<b>26/11/2025</b>
Date d'affichage	<b>26/11/2025</b>
Nombre de membres dont le Conseil municipal doit être composé	<b>15</b>
Nombre de Conseillers en exercice	<b>12</b>
Nombre de Conseillers qui assistent à la séance	<b>7</b>

**Délibération 2025-40 : Autorisation de vente de biens communaux****Le Conseil Municipal,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L2241-1,

**Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L2112-1 et L2211-1,

**Considérant** que la commune est propriétaire de biens matériels, mobiliers et immobiliers, qu'elle a pu acquérir au fil des ans afin de permettre aux différents services d'exercer leur activité. Un certain nombre de ces biens sont périodiquement voués à la réforme ou à la destruction, que ce soit pour des raisons d'obsolescence ou d'usure,

**Considérant** qu'afin de rationaliser le stock de matériels devenus inutiles et consommateurs d'espaces de stockage, il est aujourd'hui possible d'offrir à ces matériels une seconde vie auprès de nouveaux propriétaires utilisateurs. Ce principe de réemploi ainsi poursuivi s'inscrit dans une démarche de développement durable,

**Considérant** que plusieurs portails internet à large diffusion permettent aux collectivités de proposer à la vente les différents matériels dont elles souhaitent se débarrasser. Les biens qui ne relèvent pas du domaine public relèvent du domaine privé et n'ont pas à faire l'objet d'un déclassement avant leur vente,

**Considérant** qu'il convient d'autoriser Madame le Maire à vendre, en dessous de 700 €, les biens communaux ci-après :

- mobilier d'école,
- meubles administratifs,
- sonorisation,
- Fournitures administratives, ... (liste non exhaustive),

**Après en avoir délibéré, à la majorité des suffrages exprimés (9 voix POUR, 1 ABSTENTION : Mme AMARAL Sandra),**

- **APPROUVE** la vente de biens communaux.
- **AUTORISE** Madame le Maire à procéder à l'exécution de la vente, dans les dispositions précitées.
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tout document afférent à ces ventes
- **S'ENGAGE** à mettre à jour son inventaire comptable et physique après la vente des matériels
- **CONFIRME** que la délibération sera adressée à :
  - Monsieur le Sous-Préfet de Rambouillet,
  - Monsieur le Comptable public.

Fait et délibérer en séance,  
Les jours, mois et an susdits,  
Pour extrait conforme au registre

Le secrétaire de séance

Delphine CHEMIN

*Certifié exécutoire le présent acte*

*Publié le :*

*15 décembre 2025*



Le Maire

Nathalia BRICAUD

*Transmis à M. le Sous-Préfet le :*

*11 décembre 2025*

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Madame le Maire de la commune de Ponthévrard dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.*

*Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Versailles par voie postale ou par voie électronique (Télérécours citoyen, [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente délibération ou de sa date de publication, ou à compter de la réponse de la commune de Ponthévrard, si un recours gracieux a été préalablement déposé.*